***Les personnels mobilisés des cités scolaires Paul Duez et Fénelon de Cambrai appellent l’ensemble de leurs collègues professeurs de lycée et de collèges du Cambrésis à venir les rejoindre dans l’action et à se mettre en grève massivement le jour des premières épreuves de bac le lundi 17 juin.***

**Rassemblement à 9h30 devant la mairie de Cambrai**

puis dépôt de motion à la sous-préfecture

Nous avons mûrement réfléchi

Notre appel n’est pas irresponsable.

Il ne s’agit pas d’empêcher les élèves que nous avons préparé durant de long mois, de passer leur examen.

Il s’agit de peser, d’établir un vrai rapport de force avec le gouvernement pour obtenir des évolutions sur les réformes annoncées, une mise à plat par exemple de ce qui n’est pas encore acté : la classe terminales, les épreuves, les programmes. Obtenir une vraie revalorisation salariale, une reconnaissance de notre rôle et une écoute dans la volonté de transformer notre système éducatif.

Le ministre Blanquer porte l’entière responsabilité de ce qui est en train de se passer : surdité, mépris, passage en force pour imposer malgré tous les avis négatifs du conseil supérieur de l’éducation nationale ses réformes du lycée, du bac et sa réforme dite de l’école de la confiance.

Ces lois vont induire de vraies dégradations pour notre métier d’enseignant mais aussi pour toute l’Education nationale. Le gouvernement construit l'école du tri social qui va laisser sur le côté les élèves les plus fragiles.

La loi sur la fonction publique encore en discussion va créer tous les instruments pour supprimer massivement des postes par la déréglementation ; elle témoigne de la volonté de rendre les personnels de l’éducation nationale serviles et corvéables à merci, la volonté d’enlever tout cadre protecteur, tout statut, toute garantie à nos professions.

La contractualisation encouragée par cette loi, c’est à terme, la disparition progressive des titulaires dans l’Education nationale,

Cette loi fait disparaitre le paritarisme qui depuis la Libération était le cadre de la gestion des personnels : désormais, ce serait la possibilité de licencier des personnels, de les muter, de bloquer tout avancement… ou de les sanctionner davantage avec cette mise à pied sans salaire de 3 jours décidé par le seul chef d’établissement.

Avec nos collègues mobilisés dans la France entière, avec l’intersyndicale, nous demandons à Monsieur le ministre de l’Education nationale de geler ses réformes et d’ouvrir de toute urgence des négociations.

Depuis le dépôt du préavis de grève, il y a 15 jours le ministre n’a pas ouvert de négociations comme la loi lui demande : il prend la responsabilité de toutes les perturbations éventuelles qui pourraient survenir.

Nous avons prévenu nos directions d’établissement pour qu’elles fassent en sorte que les épreuves puissent se tenir correctement.

Le mépris affiché depuis des mois par le ministre Blanquer sourd à toute remarque et à toute critique ne peut être un nouveau mode de gestion des personnels. C’est une autre politique faite d’écoute, de respect et d’une véritable confiance que le gouvernement doit adopter : retrait et mise à plat des réformes du bac et du lycée, retrait de la loi fonction publique, fin des suppressions de postes, revalorisation salariale.